



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2923
9 août 2024
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Pendant les JO, pas de trêve pour les guerres



GILELIYAHU REUTERS

Tir d'artillerie israélien en direction du Liban.

Grande-Bretagne

**L'extrême droite
sème la haine**

Page 6

JO

**Médaille d'or
du chauvinisme**

Pages 3 et 4

Bangladesh

**Manœuvre des généraux
face à la révolte**

Page 7

Leur société

- JO: le chauvinisme sur le podium 3
- Capitalistes du BTP: chassez le naturel, il revient au galop 3
- Prisons de France: médaille de la honte 3
- Budget: un flambeur à l'Élysée 3
- Jeux Olympiques: instrument de la politique occidentale 4
- Nouvelle-Calédonie: l'État français assure l'ordre patronal 5
- Cayenne-Guyane: le bidonville de Baduel réduit en cendres 5
- Massacre de Thiaroye: l'impérialisme français et ses crimes 5
- Ventes d'armes: au bonheur des marchands de canons 9
- BRAV-M: as de la matraque 9
- Pénurie de médicaments: un système à soigner 9
- Accidents du travail: l'insécurité tue 9

Dans le monde

- Grande-Bretagne: l'extrême droite sème la haine 6
- États-Unis: soutien syndical pour Kamala Harris 6
- Bangladesh: la Première ministre partie, les généraux entrent en scène 7
- Sahara occidental: Macron attise le conflit 7
- Russie-États-Unis: marchandages entre brigands 8
- Ukraine: les banques profitent de la guerre 8
- Bourses: un système en folie 8
- Israël: violeurs, tortionnaires et héros de l'armée 12
- Nigeria: manifestations contre la flambée des prix 12

Dans les entreprises

- ASN - Calais: non au licenciement d'un militant! 10
- Sanofi: la course aux subventions 10
- La Poste - Lyon: la direction s'affranchit des travailleurs et des usagers 10
- RATP: l'envers de la com 10
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 10
- Automobile: les travailleurs face à l'offensive patronale 11
- Contrats jeunes: de la poudre aux yeux 11

Caravanes

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12

Pendant les Jeux, pas de trêve pour les guerres

Pendant qu'on nous anesthésie avec les exploits des sportifs, *La Marseillaise* et la «fête olympique», la société continue de pourrir sur pied.

En Grande-Bretagne, l'extrême droite a instrumentalisé un fait divers sordide pour déclencher des émeutes racistes. Au Moyen-Orient, la guerre menace de se généraliser. En assassinant coup sur coup, à Beyrouth un chef militaire du Hezbollah, à Téhéran le chef politique du Hamas, les dirigeants israéliens ont pris sciemment le risque de mettre le feu à la région.

Tout en critiquant ces assassinats, les dirigeants américains renforcent leur armada en Méditerranée, prête à maintenir l'ordre impérialiste. Et, parce qu'ils savent que la provocation israélienne ne peut rester sans réaction, les États occidentaux appellent leurs ressortissants à quitter le Liban sans délai.

Les populations du Liban, de Syrie, de l'Iran, du Yémen, du Golan et de la Palestine occupés, ou encore les classes populaires d'Israël, elles, ne peuvent pas fuir. Elles seront, une fois encore, les premières victimes de la politique des régimes de la région et des manœuvres des puissances impérialistes pour contrôler le Moyen-Orient, son pétrole et ses voies commerciales stratégiques.

L'État d'Israël est devenu au fil du temps le bras armé le plus fiable et le plus aguerrri de l'impérialisme dans cette zone. C'est pourquoi les dirigeants occidentaux lui apportent un soutien militaire et politique sans faille.

Les dirigeants israéliens ont réduit Gaza en ruines, provoqué la mort de dizaines de milliers de Gazaouis, couvert sinon encouragé la torture de prisonniers palestiniens. Et pourtant, le président Herzog a été invité à la cérémonie d'ouverture des JO à Paris tandis que Netanyahu était ovationné au Congrès américain.

Pour justifier les bombardements dans les pays voisins, la destruction de Gaza, le massacre des Palestiniens, Netanyahu mais aussi ses parrains occidentaux invoquent le droit d'Israël à défendre son existence, qui serait menacée. Quel cynisme!

Si Israël a été un refuge pour les survivants du génocide nazi, ses fondateurs et dirigeants successifs en ont fait une citadelle assiégée en refusant de reconnaître les mêmes droits aux différentes populations, quelles que soient leur origine ou leur religion.

En chassant les Palestiniens de leurs propres terres, les transformant en sous-citoyens, en

colonisés ou en réfugiés à vie dans les pays voisins, en annexant des territoires, ils n'ont cessé de semer la haine. Ils récoltent la révolte et la guerre.

En assassinant Ismaël Haniyeh à Téhéran, l'armée israélienne a éliminé le principal acteur des négociations entre Israël, les puissances régionales et les partis palestiniens, menées sous la tutelle des États-Unis pour organiser l'avenir de Gaza. C'est un moyen d'empêcher toute solution politique et de prolonger l'action militaire.

Depuis le 7 octobre, incapables de venir à bout du Hamas, affaiblis politiquement en Israël, Netanyahu, ses alliés d'extrême droite mais aussi l'état-major israélien semblent prêts à étendre sans fin une guerre meurtrière.

En poussant l'Iran et ses alliés, des régimes qui se prétendent anti-impérialistes, à attaquer Israël, Netanyahu force la main des dirigeants américains, réticents à l'aggravation du chaos mais prêts à tout pour rester maîtres de la région.

En creusant la tombe du peuple palestinien, en faisant la guerre à tous leurs voisins, les dirigeants israéliens condamnent leur propre peuple à se perdre dans une sale guerre dégradante. Leur responsabilité dans la tragédie en cours est écrasante.

Mais le Hamas, le Hezbollah ou le régime des ayatollahs iraniens n'ont rien de mieux à offrir aux Palestiniens ou aux peuples dont ils prétendent défendre les intérêts. Quel est le bilan, pour les Gazaouis, de l'attaque du 7 octobre décidée par le Hamas? Quel est le bilan, pour les travailleurs, les femmes ou la jeunesse d'Iran, de 45 ans de république islamique?

Ces régimes, comme les États arabes voisins ou l'État israélien n'ont que du sang et l'exploitation à offrir à leurs populations.

Les divers peuples du Moyen-Orient pourraient parfaitement vivre ensemble en coopérant sur tous les plans. Mais cette perspective-là nécessite de renverser la dictature des capitalistes sur le monde et la domination des puissances impérialistes qui ne cessent de jouer un peuple contre un autre.

C'est pourquoi le sort des classes populaires du Moyen-Orient et celui des travailleurs d'ici sont liés. Là-bas comme ici, nous devons refuser l'unité nationale derrière nos dirigeants. Là-bas comme ici, nous devons refuser de nous laisser diviser selon nos origines et, au contraire, nous regrouper et nous organiser entre exploités.

Nathalie Arthaud



Bombardement de la ville de Khiam, au sud du Liban, le 24 juin.

STRINGER REUTERS

JO: le chauvinisme sur le podium

La cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques prétendait montrer Paris comme une capitale de la fraternité entre les peuples, fière d'accueillir le monde entier pour concourir sportivement.

Les prétentions universelles de ces JO n'auront duré que le temps d'une soirée. Dès le lendemain, les commentateurs ne s'intéressaient plus qu'aux performances des Français. Les exploits de Léon Marchand, Antoine Dupont et autres méritent sans doute d'être salués, mais le fait qu'ils éclipsent ceux des sportifs des autres nations est évidemment un choix des médias en phase avec celui des dirigeants politiques. Les JO doivent créer un climat d'unité nationale. Mais Macron tient aussi à se montrer, par exemple, auprès de Teddy Riner, dans l'espoir de capter une partie de l'aura d'un champion

autrement plus populaire que sa politique!

Ce chauvinisme éhonté n'est pas nouveau mais il prend un relief particulier dans un contexte de tension internationale qui donne aux JO un caractère



éminemment politique. La délégation israélienne est la bienvenue mais les sportifs russes sont traités comme des parias. L'escrimeuse ukrainienne Olha Kharlan a été acclamée au Grand Palais parce que, lors des championnats du monde, elle avait refusé de serrer la main de son adversaire russe, comme si celle-ci était responsable de l'invasion de l'Ukraine!

Le nationalisme est une arme pour dresser les peuples les uns contre les autres pour le plus grand profit des classes dirigeantes. Les JO participent à cette mise en condition. Aujourd'hui il s'agit d'être derrière « nos » sportifs pour gagner des médailles, demain il s'agira d'être derrière « nos » soldats pour gagner des batailles.

Denis Aler

Prisons en France: médaille de la honte

Au mois de juillet, la population carcérale a atteint un nouveau record en France: 78 500 personnes sont incarcérées dont 3 500 dorment sur un matelas au sol.



Cour de promenade de la prison de Fresnes.

Cette surpopulation carcérale impose aux prisonniers des conditions de vies insalubres, absolument indignes. L'accès au parler, aux activités

socioculturelles, aux installations sportives ou à l'enseignement est bien plus difficile pour les adultes et même pour les mineurs.

Les comparutions immédiates, les détentions préventives ont largement contribué à l'envol du taux de surpopulation carcérale. Cette politique, les prisonniers la payent, et les surveillants aussi qui voient leurs conditions de travail et leurs liens avec les détenus se dégrader.

L'Observatoire international des prisons plaide pour le développement des alternatives à

l'enfermement.

On en est loin: la Protection judiciaire de la jeunesse, vient en effet d'annoncer un plan d'économies de 1,6 à 1,8 million d'euros qui supprimerait, selon les syndicats, de 240 à 480 postes. C'est condamner à l'enfermement de nouveaux mineurs qui auraient pu être dirigés vers d'autres structures.

Depuis les années 2000, les mesures de plus en plus répressives n'ont cessé de se succéder, chaque fait divers étant l'occasion pour les gouvernements de durcir la législation, par démagogie et pour de sordides raisons d'économies. Les gouvernants actuels ne font pas exception.

Antoine Stein

Budget: un flambeur à l'Élysée

Dans un rapport publié le 29 juillet, la Cour des comptes note que les dépenses de l'Élysée ont flambé: 21 millions d'euros en 2023, contre 13,3 millions en 2022.

Les déplacements du seul clan présidentiel en Océanie ont coûté 3,1 millions d'euros. En bon représentant de commerce, Macron a organisé 171 réceptions pour un coût officiel de 4 millions d'euros. Celle de Charles III et sa centaine de convives a

coûté à elle seule 474 851 euros, et la réception du dirigeant indien Narendra Modi 412 000 euros.

Ces dépenses somptuaires, effectuées par ceux-là mêmes qui rabâchent aux travailleurs la nécessité de se serrer la ceinture,

ont de quoi indigner. Mais il ne faut pas oublier que le rôle du président est avant tout celui d'un VRP de luxe. Ses maîtres, eux, qui ne savent plus comment dépenser leurs milliards, jouent dans une tout autre catégorie: les Arnault, Bettencourt, Pinault et quelques autres capitalistes cumulent à eux seuls une fortune de 1 700 milliards.

Christian Chavaux



Le chantier des JO, sur lequel un maçon est mort en juin 2023.

Capitalistes du BTP: chassez le naturel, il revient au galop

Bernard Thibault, ex-dirigeant de la CGT devenu coprésident du Comité de suivi de la charte sociale des JO de Paris 2024 est bien peu regardant. Il affirme que le nombre d'accidents du travail a été divisé par quatre sur les 70 chantiers de construction des infrastructures destinées aux JO.

Ainsi, l'Aréna Adidas à La Chapelle, le Village olympique et le centre aquatique à Saint-Denis sont cités. D'après Bernard Thibault, sur 25,8 millions d'heures de travail accomplies par 30 000 salariés pendant près de six ans, il y aurait eu « 181 accidents, une trentaine d'accidents graves et aucun accident mortel », cela grâce à des règles et des contrôles plus stricts imposés aux entreprises du BTP. Il omet toutefois de comptabiliser au moins un accident mortel: celui qui, en juin 2023, a coûté la vie à un maçon malien de 51 ans, percuté par une camionnette circulant en marche arrière sur le chantier du bassin d'Austerlitz, destiné à dépolluer la Seine.

Thibault compare le nombre d'accidents du travail liés aux JO au nombre de ceux survenus en France, et en particulier dans le secteur du BTP, d'où serait issu, de son propre aveu, « un mort sur deux au travail ». En France, en 2022, l'Assurance maladie a recensé plus de 564 000 accidents du travail, dont 738 mortels, soit plus de deux par jour. Et encore, ce bilan officiel n'inclut pas les accidents de

trajet, à l'origine de 286 décès par an.

Quant au secteur du BTP, où les géants comme Bouygues, Vinci ou Eiffage ne sont pas tenus pour responsables des conditions de travail des salariés de leurs sous-traitants, il est particulièrement meurtrier. Par exemple, sur les chantiers de construction du métro du Grand Paris Express (GPE), encore en cours, cinq travailleurs ont été tués depuis 2020, sur les chantiers des lignes 14, 16 et 17. La CGT 93 alerte sur l'augmentation des cadences et des accidents: sur la ligne 18, le nombre d'accidents avec arrêt par million d'heures travaillées est passé de 15 à 47 en quelques mois. La Cour des comptes elle-même reconnaît que la Société du Grand Paris, maître d'œuvre du GPE, a fait preuve d'un « déficit de contrôle des obligations de sécurité mises en œuvre par les entreprises et les sous-traitants ».

Placés en vitrine des JO, les capitalistes du BTP ont voulu montrer leur préoccupation pour la sécurité de leurs salariés. Mais loin des projecteurs, leur soif de profit poursuit ses ravages.

Julie Lemée

Jeux Olympiques : instrument de la politique occidentale

Bien loin de la « fête universelle du sport » ou du « grand moment de communion » que vantent les commentateurs, les Jeux Olympiques et le Comité international olympique (CIO) sont liés, depuis l'origine, à la politique des grandes puissances occidentales.

Le mouvement olympique, qui émergea à la fin du 19^e siècle, était marqué par l'esprit de l'amateurisme aristocratique. Pour son fondateur, le baron Pierre de Coubertin, inspiré par le rôle joué par le sport dans l'éducation des aristocrates anglais, il était destiné à former les corps sains des élites. « *L'athlète moderne [...] exalte sa race, sa patrie et son drapeau* », expliquait l'initiateur des premiers Jeux modernes, organisés à Athènes en 1896. Il était alors impossible pour un athlète de participer autrement que sous l'étendard d'une nation, et les cérémonies qui se mirent en place, du défilé des délégations à la remise des médailles au son des hymnes nationaux, étaient délibérément nationalistes. La France et la Grande-Bretagne, grandes puissances coloniales, contrôlaient alors le CIO. Après la Première Guerre mondiale, aux Jeux de 1920 à Anvers, les pays vaincus (Allemagne, Autriche, Turquie, Hongrie...) ne furent pas invités.

Les jeux modernes, bien réactionnaires

Le mouvement olympique a bien d'autres aspects réactionnaires : Coubertin était hostile aux « *olympiades femelles, inintéressantes, inesthétiques et incorrectes* » et, si le CIO se targue aujourd'hui d'atteindre la parité, les Jeux n'ont

accueilli les femmes qu'à reculons (10% de femmes en 1928, 20% en 1976). Comme de nombreux aristocrates et bourgeois de son époque, Coubertin était également raciste et antisémite, expliquant à l'époque de l'affaire Dreyfus : « *La haute finance israélite a pris à Paris une influence beaucoup trop forte pour ne pas être dangereuse et elle a amené, par l'absence de scrupule qui la caractérise, un abaissement du sens moral et une diffusion de pratiques corrompues.* » Enfin, dès le début, les Jeux furent des manifestations commerciales; les Jeux de Paris en 1900, de Saint-Louis en 1904 et de Londres en 1908 furent d'ailleurs organisés en marge des grandes foires qu'étaient les expositions universelles.

Les organisations ouvrières face au CIO

Dans les années 1920 et 1930, le sport se diffusa dans la classe ouvrière, où le mouvement olympique était contesté. Organisations socialistes et communistes constituèrent des clubs de sport, et même des Internationales sportives, qui organisaient des Olympiades ouvrières et des Spartakiades. Les hymnes nationaux y étaient remplacés par *L'Internationale*, et le seul étendard était le drapeau rouge. La jeune Union soviétique refusa de participer aux JO.

Lorsque les nazis parvinrent au pouvoir en 1933,



Tommy Smith et John Carlos le poing levé, aux JO de Mexico, en 1968.

une intense campagne eut lieu dans plusieurs pays pour le boycott des Jeux prévus en 1936 à Berlin. Les comités olympiques se mobilisèrent contre tout boycott, et le CIO collabora pleinement avec le régime nazi, qui utilisa les Jeux pour une formidable opération de propagande... avec les félicitations de Coubertin.

Quant au sport ouvrier, il ne se releva pas du nazisme, du fascisme et de la Seconde Guerre mondiale. En 1951, l'URSS rejoignit le CIO, et les olympiades ouvrières et les spartakiades disparurent.

En 1948, l'Allemagne et le Japon furent exclus des Jeux de Londres par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Au cours de la vague de décolonisation, de nouveaux États se constituaient et rejoignaient le CIO, tentant d'utiliser les Jeux comme une arène pour s'affirmer. Ainsi, en 1960, à Rome, l'Éthiopien Abebe Bikila remporta le marathon sous l'Arc de Constantin, à l'endroit même où, en 1935, Mussolini avait salué le départ des troupes italiennes pour la colonisation de l'Éthiopie, au prix d'une guerre terrible qui fit peut-être 500 000 morts. L'Éthiopie, et à travers elle toute l'Afrique, obtenait ainsi une revanche symbolique.

Par la suite, plusieurs États de pays pauvres ont consacré de gros moyens aux activités sportives, pour offrir ainsi à leur peuple une revanche symbolique sur les grandes puissances. Leur participation contribuait aussi à renforcer la popularité des Jeux : de 46 pays

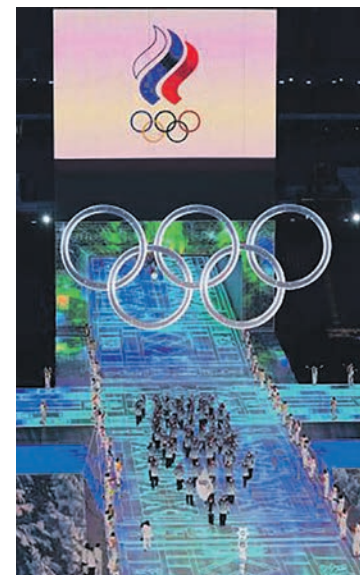
participants en 1936, leur nombre est passé à 112 en 1972, et à 206 aujourd'hui, leur assurant une diffusion planétaire.

Les Jeux restent dominés par des individus et des institutions émanant des grandes puissances. Si des athlètes issus des pays pauvres peuvent concourir, la contestation politique est interdite. Par exemple, à Mexico en 1968, les sprinteurs noirs américains Tommy Smith et John Carlos, premier et troisième du 200 mètres, brandirent un poing ganté de noir pendant l'hymne américain, utilisant le podium, non pour célébrer leur État, comme le prévoit le protocole, mais pour dénoncer le sort qu'il réserve aux Noirs. Dès le lendemain, le CIO les expulsa du village olympique. Insultes, menaces de mort, attaques contre leurs familles, annulation de leurs contrats et des promesses d'emplois, traque du FBI... la bourgeoisie américaine leur fit chèrement payer leur geste. Les vainqueurs du 400 mètres en 1972, les Noirs américains Vincent Matthews et Wayne Collett, qui refusèrent de regarder le drapeau américain et restèrent à bavarder ostensiblement sur le podium, furent également exclus à vie par le CIO.

Et aujourd'hui ?

Aujourd'hui, les JO cherchent à rendre leur image plus consensuelle. Mais les équipes de Russie et de Biélorussie ont été exclues pour des raisons évidentes : l'Occident est de fait en guerre contre ces deux

pays. Le CIO a en revanche refusé toute sanction contre les équipes d'Israël, alors que son armée massacre les Palestiniens.



Le drapeau neutre prévu pour les athlètes russes et biélorusses.

Même pendant leurs pires guerres coloniales, en Indochine, en Algérie au Kenya, ni la France ni le Royaume-Uni ne furent écartés des JO, pas plus que les États-Unis pendant la guerre du Vietnam ou pendant celle d'Irak. Les dictatures soutenues par l'impérialisme ont également toujours été les bienvenues aux JO, et en 1968 le Mexique a même accueilli les Jeux deux semaines après un massacre de manifestants par sa police. Les JO ne sont pas en dehors de la politique; les valeurs qu'ils célèbrent sont celles de la société capitaliste, et ce sont les puissances dominantes qui en fixent les règles.

Michel Bondelet



Lors de la cérémonie d'ouverture des JO de Berlin, en 1936.

Nouvelle-Calédonie : l'État français assure l'ordre patronal

Près de deux mois ont passé depuis les affrontements entre Kanaks pauvres, forces de police et milices caldoches provoqués par le projet de réforme du corps électoral défavorisant les Kanaks.

Le 29 juillet, le ministre des Finances a précisé la nature des aides financières promises pour la Nouvelle-Calédonie.

Sans surprise, des millions sont alloués au patronat de l'île au détriment des travailleurs et de la population la plus pauvre, souvent kanake. Vingt millions sont à la disposition des entreprises via un fonds de solidarité, des prêts de 500 000 euros sont prévus pour les grandes entreprises et l'État alloue 51 millions pour indemniser le chômage.

En même temps, toujours sous couvre-feu, la population la plus pauvre de l'île

est dans le viseur de la députée loyaliste de la province Sud, Sonia Backès. Celle-ci a suspendu l'aide médicale d'urgence mais a aussi menacé de s'en prendre aux bourses, à l'accès aux logements sociaux et aux aides pour payer les dégâts. « À ceux qui ont brûlé, pillé, bloqué la Calédonie, à ceux qui continuent, la province supprimera les aides dont ils bénéficient », a-t-elle annoncé.

Ces mesures et ces déclarations satisfont sans doute une partie de la population la plus aisée de la province Sud de l'île, ainsi que des élus. Elles poussent à la ségrégation sociale et raciale, alors que la situation

menace de s'aggraver encore pour les travailleurs de l'île. La filière nickel, qui emploie un salarié sur quatre, est, paraît-il, en difficulté. Dans la province Sud, la mine KNS va fermer et 1 700 personnes risquent le chômage à la fin du mois d'août, tandis que d'autres mines pourraient suivre.

Après avoir exploité pendant des décennies la population la plus pauvre, en particulier la population kanake, la bourgeoisie calédonienne renâcle à assumer les dépenses d'aide sociale, bien qu'elle dispose de toute l'aide de l'État français. La population pauvre, elle, continue à endurer les conséquences de la répression tandis que plusieurs militants indépendantistes kanaks sont emprisonnés en métropole.

Cécile Seyrig

Cayenne - Guyane : le bidonville de Baduel réduit en cendres



Après l'incendie.

Un incendie s'est déclaré samedi 27 juillet à Baduel, un bidonville de Cayenne, en Guyane. Miraculeusement il n'y a eu aucune victime dans ce quartier, qui abrite 1 500 personnes, sans eau courante ni électricité.

Les pompiers ont d'ailleurs eu bien du mal à maîtriser le feu tant il était difficile de pénétrer avec le matériel nécessaire pour s'attaquer au cœur de l'incendie, dont les flammes étaient visibles jusque dans le centre-ville de Cayenne.

Plus de 1 000 personnes ont perdu le peu qu'elles avaient et se sont retrouvées sans toit. La plupart sont d'origine haïtienne, dominicaine ou brésilienne. La préfecture a mobilisé l'armée et ouvert les gymnases de trois collèges de Cayenne de façon temporaire jusqu'au 15 août, pour reloger les sinistrés qui n'ont pas pu

trouver refuge chez des amis ou de la famille. Et après, que va-t-il se passer? D'autant qu'il y a des quartiers comme celui-ci où l'on vit dans des conditions très précaires dans toutes les grandes villes de Guyane, comme les quartiers Chili à Kourou ou Malgache à Saint-Laurent-du-Maroni, où un drame similaire peut se produire à tout moment.

L'État et les politiciens en Guyane font mine de découvrir le problème après chaque drame de ce type et prétendent alors qu'ils vont le résoudre. Ils ne savent qu'évoquer la fatalité; et ceux du RN ne savent qu'en

profiter pour en remettre une couche raciste contre les immigrés. Les associations locales ou certaines municipalités venant en aide aux populations, elles, dénoncent avec raison l'inaction de l'État dans ce domaine.

Toutes ces familles, dans la plus grande précarité et dont certaines se retrouvent maintenant totalement démunies, sont celles de travailleurs des chantiers du BTP, de femmes de ménage, d'employés de la restauration... Leurs salaires dérisoires et leur situation administrative de sans-papiers les maintiennent dans la misère et ne leur laissent pas d'autre choix que de vivre dans ce type de quartier. Cette misère et cette précarité sont du pain bénit pour les patrons, qui apprécient d'avoir une main-d'œuvre bon marché à leur service.

Les travailleurs de Baduel comme tous ceux de l'ensemble de la Guyane ont, non seulement à faire face à l'urgence des conséquences de l'incendie, mais aussi à se battre pour imposer des conditions de vie dignes pour tous.

Correspondant LO

Massacre de Thiaroye : l'impérialisme français et ses crimes

Le gouvernement vient de déclarer à titre posthume six tirailleurs africains « morts pour la France. » Cette décision « s'inscrit dans la droite ligne mémorielle du président de la République, qui souhaite que nous regardions notre histoire en face », s'est félicité le secrétaire d'État aux Anciens combattants.

Ceux que l'armée appelait les tirailleurs sénégalais, quel que soit leur pays d'origine, avaient, comme des dizaines de milliers de jeunes hommes des colonies françaises, été envoyés comme chair à canon sur les fronts de la Seconde Guerre mondiale. Une fois revenus au Sénégal et parqués dans le camp de Thiaroye, ils avaient eu le courage d'exiger le paiement de la solde qui leur était due en tant que soldats et, pour beaucoup, en tant que prisonniers de guerre. Le 28 novembre 1944, plusieurs centaines ayant bloqué la voiture d'un général pour faire valoir leurs droits, celui-ci parla aussitôt d'une mutinerie qu'il fallait combattre par la force.

Deux jours plus tard, les soldats rassemblés dans la cour furent mitraillés sans sommation. Officiellement, le nombre de victimes fut de 35 morts et 46 blessés. En réalité, il fut certainement beaucoup plus élevé. Des historiens ont en effet

chiffré à plusieurs centaines l'écart entre le nombre de soldats embarqués au départ de la France et celui de ceux regroupés ensuite dans le camp de Thiaroye.

Accumulant les mensonges, les falsifications de documents, les prétendues preuves rédigées après les faits, la « grande muette » qu'est l'armée française a couvert pendant des décennies les assassinats commis de sang-froid contre ces soldats africains qui ne faisaient que réclamer justice. Pourquoi la reconnaissance d'aujourd'hui ne concerne-t-elle que six victimes et ne parle-t-elle pas des dizaines d'autres massacrées sur ordre des officiers français? Ce tout petit geste des autorités françaises envers le gouvernement sénégalais ne fera pas oublier qu'après 80 ans de silence quasi total, l'impérialisme français n'a toujours pas reconnu sa responsabilité dans cette tuerie.

Marianne Lamiral



Tirailleurs africains attendant leur rapatriement, en 1944.

Grande-Bretagne : l'extrême droite sème la haine

En Grande-Bretagne, la mort de trois fillettes, poignardées par un jeune de 17 ans le 29 juillet à Southport, a servi de prétexte à l'extrême droite pour déclencher des émeutes qui ciblaient notamment les migrants et les étrangers ou supposés tels, et qui ont culminé le week-end des 3 et 4 août.

Dès l'annonce de ce drame, la « fachosphère » britannique a tenté de l'exploiter, faisant circuler la rumeur que son auteur était un migrant islamiste. Pur mensonge : né au Pays de Galles de parents rwandais et chrétiens, celui-ci n'a pas expliqué son geste et il pourrait s'agir de l'acte d'un déséquilibré. Mais peu importe aux apprentis nazis, qui ont immédiatement déclenché une émeute à Southport menaçant une mosquée.

Ces violences se sont rapidement étendues à d'autres villes du nord de l'Angleterre, ainsi qu'à Londres et à Belfast, en Irlande du Nord. Le week-end des 3 et 4 août, on a vu dans 35 localités des manifestants par dizaines, voire par centaines, se regrouper sous le drapeau britannique aux cris de « *Trop c'est trop* ». Ici ou là, ils ont attaqué la police, brûlé des voitures et vandalisé des magasins. À Rotherham et à Tamworth, les attroupements ont envahi des hôtels censés héberger des migrants pour y mettre le feu.

Premier ministre depuis le 5 juillet, le travailliste Keir Starmer a promis une fermeté maximale contre « les voyous d'extrême droite ». Il a promis de punir aussi ceux qui ont soufflé sur les braises. Cela vise implicitement Tommy

Robinson, islamophobe fondateur en 2009 d'une English Defence League longtemps en sommeil, mais hyperactif sur le Web... depuis Chypre où il s'est mis à l'abri de poursuites.

Mais s'il faut sanctionner les responsables des violences récentes, c'est la quasi-totalité de la classe politique, lui compris, que Starmer devrait mettre sous les verrous. En effet, cela fait des années que la droite et la gauche, derrière leurs différences de façade, font des immigrés des boucs émissaires, afin de détourner la colère populaire des vrais responsables de la crise sociale grandissante, à savoir la grande bourgeoisie.

À droite de la droite, le démagogue Nigel Farage, dont le parti, Reform UK, vient de réaliser une percée aux législatives, a certes condamné en paroles les auteurs des agressions... mais pour aussitôt ajouter qu'il partage leurs inquiétudes quant à l'immigration. Les dirigeants conservateurs bon teint n'ont pas été en reste : l'un a déclaré les émeutes « *politiquement justifiées* » tandis qu'une autre les a dites inspirées par « *le désir de protéger la souveraineté nationale* » et « *le besoin de défendre les valeurs britanniques* ».

Cela fait longtemps que



Des manifestants d'extrême droite à Sunderland, où ils ont attaqué un hôtel hébergeant des migrants.

les politiciens conservateurs nourrissent le racisme, depuis Johnson et sa campagne xénophobe pour le Brexit, jusqu'à Sunak et son obsession de « stopper les bateaux » de migrants dans la Manche, en passant par May et sa fierté de créer un « environnement hostile » à l'immigration. Ceux qui sont actuellement en lice pour prendre la tête du parti jouent la même ritournelle : selon l'un, l'urgence serait de « *sécuriser nos frontières* » en rétablissant l'expulsion des sans-papiers vers le Rwanda ; selon une autre, l'immigration « *doit vraiment être réduite, car elle alimente les crises dans le logement, l'éducation et la santé.* »

Mais le Parti travailliste n'est pas en reste. Dans les années 2000, Gordon Brown avait repris à son compte le slogan du National Front

des années 1970, appelant à réserver « *les emplois britanniques aux travailleurs britanniques* ». Et Starmer a fait campagne pendant des mois en reprochant à Sunak son inefficacité dans la lutte contre l'immigration tant légale qu'illégal.

Pour protester contre les exactions de l'extrême droite, des contre-manifestations ont été organisées par les syndicats et les associations antiracistes et d'aide aux migrants, avec un certain succès à Cardiff et à Manchester, au cours desquelles notables religieux et politiques ont exprimé leur condamnation morale du racisme.

Ces événements ne sont pas sans rappeler la façon dont, en novembre 2023, les charognards de l'extrême droite française avaient essayé de surfer sur la mort

d'un adolescent à Crépol pour tenter d'attaquer, mais alors sans succès, un quartier immigré. Le même mois, leurs homologues irlandais avaient instrumentalisé un fait divers tragique pour déverser leur haine des migrants au cœur de Dublin. Visiblement, les apprentis fascistes gagnent en assurance et savent s'inspirer les uns des autres pour spéculer sur les réactions racistes de ceux qui veulent en découdre avec la police, accusée de protéger « les étrangers ». On voit comment la démagogie raciste et xénophobe développée par les politiciens encourage certains groupes à passer à l'acte en trouvant un certain soutien. Le développement de l'extrême droite est ainsi une menace contre tous les travailleurs, à laquelle ceux-ci doivent être prêts à riposter.

Thierry Hervé

États-Unis : soutien syndical pour Kamala Harris

Avec la désignation du candidat au poste de vice-président à ses côtés et sa prochaine intronisation officielle par le Parti démocrate, la campagne de Kamala Harris bat son plein.

Elle a ainsi reçu le soutien de l'un des principaux appareils syndicaux, le syndicat de l'automobile UAW dont le président, Shawn Fain, fait le tour des plateaux de télévision.

L'an dernier, Fain et l'UAW avaient organisé une grève longue mais partielle, dans certaines usines des trois principaux constructeurs automobiles. Fain avait eu des accents lutte de classe avant de conclure la grève sur un compromis accordant

des augmentations salariales ne rattrapant pas totalement l'inflation.

Aujourd'hui, c'est au nom des intérêts de la classe ouvrière que Fain dénonce la démagogie d'un Trump, qualifié à juste titre de « *représentant de la classe des milliardaires et de la classe des gros actionnaires* ». Fain met l'accent sur le financement de la campagne de Trump par des grandes fortunes.

Mais il n'a plus un mot sur les milliardaires qui ont

financé tout autant les démocrates. Il oublie l'inflation d'au moins 20%, qui a laminé les salaires sous Biden. Au contraire, Fain encense Biden comme le « *président qui a le plus fait pour les travailleurs de mon vivant* ». Le dirigeant syndical déplore

qu'il ne puisse plus se représenter car il a « *sauvé des usines de la fermeture en mobilisant des milliards* ». Il est vrai que Biden subventionne les capitalistes américains de l'automobile, mais c'est la grève de 2023 qui a forcé Stellantis à promettre

de rouvrir une usine dans l'Illinois.

Quant à Harris, Fain voit en elle quelqu'un « *qui a une longue histoire de soutien à la classe ouvrière* ». La preuve, cette politicienne s'est montrée deux fois sur un piquet de grève de l'UAW...

Dans leur rivalité pour la Maison-Blanche, où Trump et Harris courtisent chacun le vote ouvrier, la démocrate aura donc l'avantage de bénéficier du travail de rabatteur du dirigeant de l'UAW. Mais quoi qu'en dise Fain, les deux sont des représentants des capitalistes et de leurs intérêts.

Lucien Détroit



Joe Biden et Shawn Fain, dirigeant de l'UAW.

Bangladesh : la Première ministre partie, les généraux entrent en scène

Au Bangladesh, après plusieurs semaines de manifestations que ni le couvre-feu ni la répression n'ont réussi à contenir, la Première ministre Sheikh Hasina s'est vue contrainte de démissionner lundi 5 août.

La contestation était venue des étudiants qui réclamaient la fin de la politique des quotas, qui réservait 30 % des emplois dans l'administration aux proches du pouvoir. Le recul du gouvernement, qui est revenu à un quota de 5 %, n'a pas freiné la mobilisation. Au contraire, la violence de la répression et le rejet par la population de Sheikh Hasina n'ont fait que l'amplifier, et lui ont donné une tournure politique. Les quelque 300 morts recensés, les 10 000 arrestations ont gonflé la colère des Bangladais. Après une nuit de violence dimanche 4 août, durant laquelle une centaine de personnes furent encore

tuées, une énorme foule a envahi le palais de la Première ministre. Celle-ci n'a plus eu le choix que de s'enfuir à l'étranger, et le chef des armées, le général Waker-Uz-Saman, s'est empressé de déclarer qu'il allait assumer le pouvoir par intérim.

Il est clair que, en raison de son incapacité à juguler les émeutes, Sheikh Hasina a été lâchée par la junte militaire. Déjà, tournant casaque, un général lui avait demandé de « *retirer immédiatement les forces armées des rues* », condamnant par ailleurs « *les meurtres inacceptables, les tortures, les disparitions de personnes et les arrestations massives* »... commis



MOHAMMAD PONIR HOSSAIN REUTERS

Les manifestants à l'assaut du palais de la Première ministre Sheikh Hasina à Dacca, le 5 août 2024.

pourtant par ses propres forces de répression ! De son côté, le général Waker-Uz-Saman a demandé à la population d'avoir confiance dans l'armée, promettant qu'il garantira la démocratie et que justice sera rendue à chaque manifestant mort pendant les émeutes.

Quelle confiance la population peut-elle avoir dans les paroles de ces militaires

qui, la veille même, tiraient sur les manifestants ? Dans bien des pays, quand l'armée a pris le pouvoir en prétendant être du côté des opprimés, comme en Égypte, en Birmanie, en Tunisie, etc., elle n'a pas apporté la « démocratie. » Elle a au contraire instauré une dictature qui en a chassé une autre, laissant la population dans la crainte et le dénuement. Au

Bangladesh, la crise politique vient se greffer sur une crise sociale, à laquelle ont répondu notamment les luttes des travailleurs du textile.

Si les Bangladais ont pu se réjouir du départ de Sheikh Hasina, seuls les travailleurs pourront instaurer un régime réellement démocratique et prenant en compte les besoins de la population.

Marianne Lamiral

Sahara occidental : Macron attise le conflit

Dans une lettre adressée fin juillet au roi du Maroc, Macron lui écrit que le plan d'autonomie du Sahara occidental élaboré par le gouvernement marocain est « la seule base pour aboutir à une solution politique juste, durable... ».

Le président français ajoute que « *le présent et l'avenir du Sahara occidental s'inscrivent dans le cadre de la souveraineté marocaine* », et choisit ainsi de se rapprocher ostensiblement du Maroc, au risque de provoquer une nouvelle crise avec l'Algérie.

Les avantages économiques et géostratégiques recherchés par l'impérialisme français avec ce nouveau positionnement apparaissent

clairement : il s'agit de renforcer l'alliance avec le régime marocain pour compenser la récente perte d'influence de la France dans les pays du Sahel. Il s'agit aussi de favoriser les intérêts de divers grands patrons français dans ce pays où ils sont très implantés, mais de plus en plus mis en concurrence avec d'autres. La situation et l'opinion de la population sahraouie ne comptent

évidemment pour rien dans cette prise de position.

Le Sahara occidental est resté une colonie espagnole jusqu'en 1975. Il offrait aux impérialismes espagnol et français une ressource importante en phosphates et divers autres avantages, comme la possibilité de pêcher au large de ses côtes très poissonneuses. C'est pour les mêmes raisons qu'il a ensuite été l'objet d'une guerre entre ses trois voisins, le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie, cette dernière soutenant le Polisario, organisation indépendantiste sahraouie créée en 1973 pour mettre fin à la colonisation espagnole, mais aussi pour empêcher le rattachement au Maroc ou à la Mauritanie.

La guerre a duré de 1975 jusqu'au cessez-le-feu de 1991 sous l'égide de l'ONU, assorti de la promesse qu'un référendum sur l'indépendance serait organisé auprès du peuple sahraoui. Ce référendum n'a jamais eu lieu, et il devient de moins en moins envisageable à mesure que les États impérialistes se

rangent du côté du Maroc, comme l'ont fait les États-Unis en 2020, l'Espagne en 2022, et la France maintenant.

Aujourd'hui, le Maroc occupe militairement la partie Ouest de ce territoire, soit 80 % de la superficie totale, alors que la partie Est est sous contrôle du Polisario. À partir de 1980, le régime marocain a érigé entre les deux zones un mur long de 2 700 km, contrôlé par 100 000 soldats. Le Sahara occidental continue d'être l'enjeu d'affrontements armés sporadiques entre le Polisario et l'armée marocaine, et la source de tensions constantes entre Algérie et Maroc.

Cette situation coûte très cher à la population sahraouie, qui pour une part subit une dictature encore plus féroce que le reste de la population marocaine, pour l'autre part survit depuis près de cinquante ans dans des camps de réfugiés. Elle a aussi bien des conséquences néfastes pour les peuples algérien et marocain : alors qu'ils subissent de plein fouet les effets de la

crise économique mondiale et plongent dans la misère, leurs dirigeants continuent à dilapider l'argent public dans l'achat d'armes. L'Algérie y a consacré 18,3 milliards d'euros en 2023, le Maroc 5,2 milliards, les deux pays totalisent 45 % du total des achats d'armes en Afrique.

Le plus grave est que les deux régimes se servent de la tension qu'ils entretiennent au Sahara occidental pour dresser les deux peuples l'un contre l'autre, les séparer par une frontière de plus en plus infranchissable et créer dans chaque pays un sentiment d'union nationale destiné à détourner la colère populaire et étouffer toute contestation.

Les peuples algérien, marocain et sahraoui sont tous soumis à des régimes répressifs et aux conséquences des difficultés économiques. Mais en fait, bien des liens les unissent et ils devront trouver le moyen de coopérer contre leurs oppresseurs et contre les manœuvres de l'impérialisme, français en particulier.

Valérie Fontaine



Drapeau marocain au Sahara occidental.

Russie-États-Unis : marchandages entre brigands

À la suite d'un échange de vingt-quatre prisonniers, intervenu le 1^{er} août, seize opposants politiques russes, journalistes ou espions occidentaux détenus en Russie ont été échangés contre huit Russes, incarcérés aux États-Unis ou en Europe pour espionnage ou meurtres.

Cet échange, le plus spectaculaire depuis des décennies, est le fruit de longues tractations entre les services secrets russes et américains. Pour aboutir à cet accord, l'administration Biden a, par exemple, fait pression sur le chancelier allemand Scholz pour qu'il libère un agent du FSB condamné à la prison à vie pour avoir assassiné un opposant tchéchène en plein centre de Berlin. Pour faire passer cette entorse « à l'état de droit », les négociateurs ont cherché – et trouvé – à échanger un ressortissant allemand, détenu en Biélorussie pour terrorisme.

Au-delà des détails, cet accord montre que, malgré la guerre entre l'OTAN et la Russie, payée avec le sang des peuples ukrainien et

russe, les relations entre les États se poursuivent. Les États-Unis et leurs alliés ont exclu la Russie et la Biélorussie du « banc des nations ». Ils les ont placées sous embargo et ont chassé leurs athlètes des JO. Mais quand ils le veulent, ils savent se mettre autour d'une table pour négocier.

Depuis février 2022, la guerre fait rage en Ukraine, des régions entières sont détruites, des centaines de milliers de femmes et d'hommes, russes et ukrainiens, sont morts, blessés, mutilés. Cette guerre, dont la cause profonde est la volonté des États-Unis et de leurs alliés de mettre la main sur le maximum de territoires de l'ancienne Union soviétique, ne se prolonge que grâce au soutien militaire de l'OTAN.

Depuis plus de deux ans, les dirigeants américains ont poussé l'Ukraine à tout sacrifier pour tenter de reconquérir les territoires occupés par la Russie. Cette guerre inégale permet aux marchands d'armes et aux financiers occidentaux de s'enrichir. Elle contribue à affaiblir leurs rivaux, les oligarques russes. C'est pourquoi les dirigeants américains ont tout fait, jusqu'à présent, pour prolonger le massacre.

Tout cela n'empêchait pas les dirigeants des États-Unis de maintenir des relations avec la Russie et aujourd'hui, alors que l'armée ukrainienne est confrontée à des difficultés, le ton change un peu. Le président Zelensky répète depuis quelques semaines que la Russie doit désormais être invitée à des négociations. À des journalistes lui demandant s'il est prêt à abandonner du terrain, il a répondu par la formule ambiguë : « *Le pouvoir n'a pas le droit*



Retour des prisonniers aux États-Unis et en Russie.

officiellement de renoncer à ses territoires.» Une façon de dire qu'entre le « droit officiel » et la réalité, il peut y avoir une marge...

Les dirigeants des deux bords montrent qu'ils

savent très bien ce qu'il faudrait faire pour mettre fin à cette boucherie. En attendant, celle-ci continue... et peut durer encore longtemps.

Xavier Lachau

Ukraine : les banques profitent de la guerre

Prise au milieu d'enjeux qui ne sont pas les siens, la population ukrainienne fait les frais de la guerre par ses morts. Elle le fait aussi par la dette de la guerre, qui rapporte aux banques.

Ces derniers jours, alors que l'État ukrainien n'a pas payé une échéance, plusieurs agences de notation ont dégradé sa note financière. Depuis 2022, la dette de l'État ukrainien a été multipliée par cinq et 22 % de son budget part en dépenses militaires, armes, munitions, missiles, pour un peu plus de 40 milliards de dollars par an. Un budget qui nécessite des emprunts et des remboursements, sous la pression des milieux financiers.

Les banques qui créditent l'État ukrainien attendaient le paiement de premières échéances au début du mois d'août. Parmi elles, l'américain BlackRock, le français Amundi, filiale du Crédit agricole, avaient accepté

la restructuration d'une partie de la dette. Loin d'être un cadeau, c'est un moyen de s'assurer que l'État ukrainien honorera le paiement des intérêts qui courent jusqu'en 2029. Ce « geste » est également une façon de se placer en bonne position sur le marché de la reconstruction future, estimé à 500 milliards de dollars.

Avec ou sans échéances impayées, ce sont des mesures de rigueur budgétaires qui attendent les classes populaires ukrainiennes. Le FMI les réclame d'ailleurs déjà. La prétendue aide à l'Ukraine, c'est aussi un nœud coulant passé autour du cou de la population.

Cécile Seyrig

Bourses : un système en folie

Les places financières du monde entier ont brutalement chuté début août, faisant craindre un nouvel effondrement de l'économie mondiale.

Lundi 5 août, la Bourse de Tokyo a perdu plus de 12 % en une journée, entraînant dans son sillage les autres bourses asiatiques. Cela faisait suite à un vendredi noir pour les actions des compagnies technologiques américaines, avec l'annonce par Intel, le géant des puces électroniques, de pertes importantes et d'un plan de 15 000 licenciements, puis la chute boursière de Google, Amazon, ou Nvidia.

D'un jour à l'autre, après avoir porté au sommet les actions de la high tech, dopées par les mirages de l'intelligence artificielle, la spéculation financière les rejette, avant peut-être de mieux les racheter à bas prix. Des centaines de milliards de dollars s'évanouissent ainsi en quelques heures sur les marchés financiers.

Ce type de soubresaut fait partie du fonctionnement ordinaire du système capitaliste. Certains en sortiront probablement encore plus riches. On a appris ainsi que le milliardaire Warren

Buffet avait, quelques jours avant le krach, vendu la moitié de ses actions Apple et serait aujourd'hui à la tête de 277 milliards de dollars de liquidités disponibles pour faire son marché après la tempête.

Mais cette spéculation financière habituelle intervient dans une économie en crise. Les capitalistes redoutent une récession aux États-Unis. La consommation des ménages se réduit, et ce sont les entreprises les plus dépendantes des achats du grand public qui sont les plus touchées. L'investissement industriel est au plus bas, et la publication des derniers chiffres du chômage, en forte hausse en juillet aux États-Unis, a précipité la chute boursière.

Aux incertitudes américaines s'ajoute la situation économique en Chine. Pendant des décennies, le capitalisme mondial a bénéficié de la croissance chinoise, c'est-à-dire de la surexploitation de la classe ouvrière de ce pays pour le



À la Bourse de Tokyo.

plus grand profit des multinationales. Aujourd'hui, l'économie chinoise stagne, et les mesures protectionnistes prises par l'impérialisme américain contre la Chine, qu'il veut affaiblir, aggravent la crise. Cela fait partie des multiples contradictions d'un système qui enfonce des peuples entiers dans la misère et s'achemine vers la guerre mondiale.

Quelle que soit l'issue à court terme de cette crise financière, elle sera payée par les travailleurs et accélèrera l'évolution catastrophique de l'économie.

Serge Fauveau

Ventes d'armes : au bonheur des marchands de canons

Les principaux groupes industriels du secteur militaire viennent de publier leurs résultats du premier semestre 2024. Sans surprise, ils sont spectaculaires, dopés par la guerre en Ukraine et la hausse générale des commandes d'armes dans le monde.

« Pas une société sans une hausse à deux chiffres de ses activités », affirme le journal *Les Echos*. La concurrence est rude entre les capitalistes du secteur pour rafler les plus grosses parts de ce marché de la mort. Les entreprises américaines emportent la médaille d'or. Elles ont obtenu les deux tiers des commandes d'armes engendrées par la guerre en Ukraine. Lockheed Martin, qui construit notamment les avions F-35 et F-16, a ainsi un carnet de commandes de 160 milliards de dollars.

L'entreprise allemande Rheinmetall a vu ses commandes passer, en un an, de 4 à 11,4 milliards d'euros et annonce des bénéfices en hausse de 111% au premier semestre 2024. Pour faire

face à la demande, elle lance la construction d'une nouvelle usine d'obus en Basse-Saxe et vient d'inaugurer une nouvelle usine de munitions en Hongrie. Visiblement les positions pro-Poutine du président Orban pèsent moins dans les choix des patrons de Rheinmetall que les bas salaires des travailleurs hongrois.

Quant aux marchands d'armes français, ils ne sont pas en reste. Les commandes de Thalès ont augmenté de 16%, et atteignent au total 47 milliards d'euros, tandis que Dassault a engrangé une commande de 220 avions Rafale pour plus de 40 milliards d'euros.

Le record mondial des dépenses militaires a été battu pour la sixième année

consécutives en 2023, atteignant plus de 2 300 milliards de dollars. Mais cela ne suffit pas aux dirigeants des puissances impérialistes. Ainsi des experts du Congrès américain viennent de rendre un rapport dans lequel ils estiment qu'il faudrait relever le niveau des crédits militaires à 5% du PIB contre 3,5% actuellement. « Les chances de l'Amérique de mener une guerre majeure sont les plus élevées depuis quatre-vingt ans et son armée n'y est pas préparée », écrivent-ils. Alors même que les États-Unis sont directement impliqués dans les guerres en cours en Ukraine ou au Moyen-Orient, les dirigeants de la première puissance impérialiste préparent une guerre de grande ampleur, en particulier contre la Chine. Les dirigeants des autres puissances ne sont pas en reste, prompts à défendre les intérêts de leurs marchands d'armes nationaux en augmentant toujours plus leur budget militaire.

Ainsi, dans tous les pays, les classes populaires se voient imposer des budgets d'austérité, des coupes claires dans la santé et l'éducation pour assurer des profits olympiques aux capitalistes de l'armement.

Xavier Lachau



Usine Lockheed Martin de production d'avions F-35.

Pénurie de médicaments : un système à soigner

L'Agence nationale de sécurité du médicament a sorti un plan pour lutter contre les pénuries de médicaments. Il faut dire que la situation s'aggrave de mois en mois, alors qu'il faudrait pouvoir anticiper les épidémies hivernales et constituer des stocks.

Les signalements de rupture de stock ou de risques de rupture ont augmenté de plus de 30% en un an, soit 5 000 pour la seule année 2023. Ces pénuries concernent notamment l'amoxicilline, un antibiotique souvent destiné aux enfants et que les parents cherchent parfois désespérément des kilomètres à la ronde.

Jusque-là, lorsqu'une

pharmacie se trouvait en situation de rupture pour un médicament, elle pouvait le commander directement aux laboratoires pharmaceutiques. Dorénavant, elles ne pourront plus le faire, et devront obligatoirement passer par des grossistes répartiteurs. Avec ce nouveau plan, il s'agirait, dit l'Agence du médicament, de « répartir équitablement » les traitements, c'est-à-dire

d'éviter que certaines pharmacies ne fassent des stocks aux dépens des autres. En fait, ce nouveau système de répartition est déjà mis en place pour le Doliprane, et il serait donc question de l'étendre aux antibiotiques contre la coqueluche, en pleine recrudescence, ainsi qu'à la Ventoline, pour traiter l'asthme.

Mais il n'est bien sûr jamais question de traiter le problème à la racine, en obligeant les trusts pharmaceutiques à produire selon les besoins de la population. Répartir équitablement la misère, voilà tout ce qu'ils ont à proposer.

Camille Paglieri



BRAV-M : as de la matraque

Il a fallu attendre le mois de juillet pour apprendre que le commissaire à la tête des compagnies d'intervention de la préfecture de police avait été mis en examen en janvier dernier, trois ans après avoir fracturé le nez d'un journaliste syrien qui couvrait une manifestation.

C'est à la tête d'un groupe de la BRAV-M, cette brigade motorisée connue pour sa brutalité, que ce policier avait matraqué plusieurs journalistes et frappé un étudiant au sol. Sa hiérarchie n'avait rien trouvé à y redire, bien au contraire, puisque le préfet Lallement lui avait décerné dans la foulée une médaille de bronze pour acte de courage et de dévouement, saluant « une détermination et un engagement exemplaires. » Ce jeune commissaire a ensuite été promu et, à 33 ans, il dirige aujourd'hui les 1 300 agents d'une division qui chapeaute la BRAV-M et d'autres unités.

Ses supérieurs trouvent, paraît-il, ce policier

« particulièrement motivé » et qui plus est « sportif, intelligent et pédagogue. » Effectivement, dès que l'occasion se présente, il continue toujours à faire preuve de pédagogie en menant les charges matraque en main, en tête de ses troupes, insultant les récalcitrants qui ont le malheur de se trouver sur son passage, leur brisant quelques os au besoin. En mars 2023, c'est un syndicaliste cheminot, manifestant pacifique contre la réforme des retraites, qu'il avait éborgné en lançant une grenade de désencerclement. Voilà bien le type de policier « exemplaire » qu'il faut dans cette société barbare.

Serge Fauveau

Accidents du travail : l'insécurité tue

Fin juillet, dans la Somme, un ouvrier agricole de 26 ans est mort asphyxié par les gaz toxiques rejetés par la fosse à lisier de l'exploitation où il travaillait.

Il a perdu connaissance après être descendu dans ce réservoir rempli d'excréments de porcs pour y récupérer une pièce tombée pendant qu'il installait un panneau solaire, et n'a pas pu être réanimé.

Un travailleur de 26 ans était déjà mort en

juillet 2023 en tombant dans une fosse à lisier, et en août 2022 ce sont deux agriculteurs, un père et son fils, qui étaient décédés dans les mêmes circonstances.

Les politiciens et chaînes de télévision qui font campagne contre l'insécurité sont étrangement silencieux dès qu'elle frappe sur le lieu de travail, où l'on dénombre pourtant plus de deux morts chaque jour.

B. R.

ASN – Calais : non au licenciement d'un militant !

Le 12 juillet, la direction de l'usine Alcatel Submarine Networks (ASN) de Calais, qui compte 400 salariés et qui produit et pose des câbles sous-marins, a engagé une procédure de licenciement pour faute grave sans indemnité contre Bryan Fackeur, militant CFDT.

Cette procédure fait suite à son interview dans deux médias locaux, *Nord Littoral* et *Calais La Sociale*, dans lesquels il s'est exprimé sur la situation de l'usine et s'est inquiété de l'avenir de l'entreprise : « J'ai donné des chiffres sur les kilomètres de câble à produire, le montant des plus gros contrats qu'on a faits, des chiffres facilement

trouvables sur Internet. »

Deux rassemblements ont déjà eu lieu devant l'usine de Calais pour protester contre la menace de licenciement de Bryan, auxquels ont participé des militants syndicaux et politiques de la région ainsi que des salariés de l'entreprise.

Celle-ci avait été rachetée par Nokia en 2015. L'État, qui a annoncé fin

LO



juin en racheter 80 %, est complice de la direction dans cette attaque contre un militant ouvrier. Dans le contexte de baisse de la production dans l'usine et d'aggravation de la crise

économique, la direction voudrait faire taire tous les salariés qui dénoncent les politiques anti-ouvrières menées main dans la main par les patrons et l'État.

Correspondant LO

Sanofi : la course aux subventions

Sanofi vient d'annoncer la construction d'une nouvelle usine à Francfort qui produira de l'insuline.

Le patron de Sanofi Allemagne s'est félicité d'un renforcement de la

« souveraineté en matière de santé » du pays, mais c'est bien Sanofi qui décidera de

produire ou de ne pas produire sur place ce qu'il souhaite, preuve en est la pénurie de médicament qui sévit tant en Allemagne qu'en France.

Ce patron a aussi remercié les gouvernements, fédéral et régional, de leur soutien. On ne connaît pas le montant des subventions que le géant de la pharmacie a touchées de la part de l'État allemand, mais la France, qui était en lice pour accueillir l'usine, avait proposé 400 000 euros pour son installation. Il faut croire que Sanofi a su faire jouer la concurrence et faire monter la mise de l'autre côté du Rhin.

Pas rancunier, l'État français continuera à subventionner le groupe, notamment au travers du crédit impôt recherche qui se monte à 150 millions d'euros sur dix ans, malgré le fait qu'il supprime des emplois dans la recherche. Autant d'argent public qui contribue à faire gonfler les profits de la multinationale qui avaient atteint 5,5 milliards d'euros en 2023.

Peu importe les frontières, les capitalistes se considèrent chez eux partout ; ils réservent le nationalisme à leurs employés pour les mettre en concurrence entre eux.

Antoine Stein



L'actuel site de production d'insuline à Francfort, qui sera bientôt remplacé.

La Poste – Lyon : la direction s'affranchit des travailleurs et des usagers

Le dernier bureau de poste du 1^{er} arrondissement de Lyon doit fermer à la fin du mois d'août pour faire des économies. C'est le cinquième bureau fermé en quatre ans et d'autres fermetures sont prévues à brève échéance. La direction invoque la baisse de fréquentation et la présence de bureaux à proximité.

Tout cela sera synonyme de redéploiement pour les salariés avec un accroissement de travail. Pour les

usagers, ce sera la file d'attente toujours plus longue. Des habitants du quartier ont lancé une pétition pour demander à La Poste de revenir sur cette fermeture afin « de répondre aux besoins des habitants (proximité, de communication, financiers) ».

Mais ce n'est pas le problème de La Poste dont la seule préoccupation est le facteur rentabilité!

Correspondant LO

RATP : l'envers de la com

La RATP est très fière que les transports pendant les JO ne soient pas le chaos annoncé, et le fait savoir. Entre deux séances publicitaires sur les quais à orienter les voyageurs, son PDG Jean Castex s'est félicité d'un « début réussi ».

Si réussite il y a, elle doit beaucoup aux renforts embauchés pour l'occasion, qui disparaîtront dès les JO finis. Cette précarité permet à la RATP de se laver les mains de leurs conditions de travail, puisque tout est du

ressort des sous-traitants.

Le comble a été atteint lors des jours de canicule. Sous prétexte de « JO éco-responsables », ces collègues précaires des agents RATP sont censés avoir une gourde, et n'avaient donc pas droit aux bouteilles d'eau distribuées aux voyageurs ! Heureusement, le simple bon sens a bien souvent fait que ces consignes, aussi stupides que lamentables, n'ont pas été respectées.

Correspondant LO

Dans les bulletins Lutte ouvrière

Ils nous font suer !

Au Cedex à La Chapelle, alors que dans les anciens véhicules électriques il y avait la clim, dans les nouveaux celle-ci a été supprimée.

Pas très malin, avec les canicules à répétition.

Transformer ces véhicules en sauna, c'est sans doute ce que La Poste appelle qualité de vie au travail.

La Poste La Chapelle Paris 18

Prime à deux vitesses

Pour les JO, la direction a mis en place une prime de 95 euros brut par journée travaillée. Cette prime, les titulaires la toucheront, mais pour les CDD et intérimaires embauchés pour l'occasion, la direction refuse de la donner. En gare, sur le terrain, face aux voyageurs on fait tous le même boulot, on devrait avoir la même paye.

Ils font un métier formidable

Inquiète des effectifs pendant les JO, la direction avait demandé aux cadres traction d'être disponibles pour couvrir des journées de conduite. Comme finalement, il y a suffisamment de conducteurs, les chefs sont dispensés de rouler et certains s'installent dans les locaux pour nous regarder bosser. Leur emploi est fictif, mais les primes sont bien réelles par contre !

SNCF Paris Saint-Lazare

Tout augmente, sauf les salaires

Safran a publié ses résultats pour le 1^{er} semestre 2024. Tous les chiffres sont à la hausse avec notamment 1,974 milliard d'euros de bénéfices, en hausse de 41 %. 41 % d'augmentation ? Voilà qui donne à réfléchir...

Safran Villaroche

La galère

C'est confirmé, la plupart des HDJ (hospitalisation de jour) et des consultations de l'hôpital ont dû fermer complètement ou partiellement à cause de la cérémonie des JO.

Cela a rajouté du travail, comme s'il n'y en avait pas déjà assez, car il a fallu tout déprogrammer, appeler les patients et surcharger les plannings de programmation. Cela nous donne encore plus envie de partir – ou de repartir – en vacances.

Hôpital La Pitié Salpêtrière

Automobile: les travailleurs face à l'offensive patronale

Valeo, ZF, Forvia, Continental: les annonces de plans de licenciements et de fermeture de sites d'équipementiers automobiles se succèdent cet été. Dans tout le secteur automobile, des géants de la construction à ceux de la sous-traitance, le patronat veut garantir les profits, quels que soient les incertitudes et les aléas du marché.

Des équipementiers aux constructeurs, les arguments sont les mêmes: le virage vers l'électrique est difficile à négocier, les milliards d'aides déboursés par les États ne suffisent pas, la concurrence chinoise serait trop impitoyable. Le marché de l'électrique semble ne pas tenir ses promesses, et pour les capitalistes de l'automobile, il n'est évidemment pas question d'en faire peser le poids sur les

actionnaires. Chacun d'eux s'appuie sur son État, prié de redoubler d'efforts en aides financières et politiques. Et tous ont la même politique offensive contre la classe ouvrière.

Pour les travailleurs de Valeo, cela s'est traduit par l'annonce, à la veille des départs en vacances, de la fermeture de trois sites qui s'ajoute à des plans de suppression d'emplois déjà en cours, comme à l'usine

d'Amiens. En Allemagne, les salariés du groupe ZF, qui produit transmissions et châssis, ont appris à peu près au même moment que le constructeur veut supprimer 14000 emplois dans le pays, soit un quart des effectifs!

Du côté des constructeurs aussi, les nuages s'amoncellent au-dessus de la tête des travailleurs: Stellantis annonce des licenciements dans deux usines américaines, l'usine Fiat de Turin est à l'arrêt tout l'été, tandis qu'en Belgique les travailleurs d'Audi sont menacés de 1500 licenciements, avant la fermeture probable de l'usine.

Cette rafale d'attaques démontre au moins aux travailleurs du secteur que, quel que soit le pays où ils se trouvent et le groupe pour lequel ils travaillent, équipementier ou constructeur, français ou allemand, en Belgique ou en Italie, ils ont en face d'eux une même politique patronale.

Les travailleurs du secteur automobile sont des centaines de milliers dans la seule Europe. C'est une force immense qui comptera pour riposter à la guerre que les capitalistes leur mènent.

Nadia Cantale



L'usine Bosch à Mondeville, près de Caen, menacée de fermeture.



Publicité pour le CEJ.

Contrats jeunes: de la poudre aux yeux

Le ministère du Travail a demandé à France Travail et aux missions locales d'augmenter le nombre de Contrats engagement jeunes (CEJ) dans les quartiers prioritaires, où le chômage est deux fois plus élevé qu'ailleurs.

Les CEJ sont censés lutter contre cette situation. Les jeunes de 16 à 25 ans qui signent ces contrats doivent effectuer 15 à 20 heures d'activité par semaine avec stages, CDD, ateliers, formations, qui peuvent donner droit à une allocation de 550 euros mensuels au maximum. Ces CEJ s'ajoutent à la longue liste des contrats aidés que tous les gouvernements inventent pour pallier le chômage sans s'en prendre aux principaux responsables: les patrons.

Alors que des plans de licenciements se multiplient, les contrats aidés, les CEJ pas plus que les autres, ne servent pas à se débarrasser du chômage. Ils peuvent tout au plus faire baisser les statistiques, et sont surtout l'occasion de présenter les chômeurs, et plus particulièrement les jeunes, comme des fainéants.

Pour que chacun puisse vivre de son travail, ce sont les licenciements et les patrons qu'il faudra contraindre.

Cécile Seyrig

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2024.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| Destination | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 25 € | 50 € | 18 € |
| Outre-mer avion | 33 € | 65 € | 20 € |
| Reste du monde | 43 € | 85 € | 25 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Israël: violeurs, tortionnaires et héros de l'armée

Lundi 29 juillet, des centaines de partisans israéliens d'extrême droite, colons et extrémistes religieux ont violemment fait irruption dans le centre militaire de Sde Teiman situé en plein désert du Négev.

Ce camp, spécialement affecté au triage suite aux arrestations de masse opérées à Gaza, a déjà une sinistre réputation: tortures, privations de nourriture et de sommeil, humiliations et viols sont les méthodes ordinaires d'interrogatoire. Près d'une quarantaine de prisonniers palestiniens y seraient déjà morts.

La réaction de l'extrême droite israélienne a été déclenchée par l'arrestation de neuf soldats réservistes israéliens, soupçonnés d'un viol en réunion particulièrement barbare sur un prisonnier palestinien, que cette fois il n'a pas été possible d'étouffer. Au cri de « Ne touchez pas à nos soldats! », ces ultras ont d'abord pris d'assaut la base militaire de Sde Teiman, tentant d'empêcher les arrestations.

Parmi eux se trouvaient des membres de la Knesset et le ministre du Patrimoine, Amichai Eliyahu. Finalement, environ 1200 manifestants ont envahi une autre base, celle de Beit Lid, proche de la Cisjordanie, où les tortionnaires ont fini par être transférés, accusant les soldats postés d'être des « traîtres à la nation juive ».

En quelques jours, deux des soldats détenus ont été libérés par le tribunal militaire de la base de Beit-Lid sans qu'aucune charge soit retenue contre eux. Si des responsables israéliens et Netanyahu ont très timidement condamné ces intrusions, d'autres membres du gouvernement n'ont pas caché leur solidarité et encouragé les émeutiers. « Le spectacle des policiers militaires venus arrêter nos

meilleurs héros n'est rien moins que honteux. Soutien à nos héros! », a déclaré Ben Gvir, ministre chargé de la police et de l'administration pénitentiaire.

De son côté, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a justifié l'usage de la torture, expliquant que rien n'est interdit lorsqu'il s'agit de combattre le Hamas. Ce même Smotrich a justifié l'usage du blocus alimentaire et de la famine pour faire plier les Gazaouis. Le *Jerusalem Post* a fait une analogie entre ces assauts et l'attaque du Capitole de Washington par des partisans de Donald Trump, parlant de danger pour la démocratie israélienne. Mais de quelle démocratie parle-t-on, alors qu'Israël, couvert par les puissances impérialistes, exerce un véritable terrorisme d'État contre l'ensemble du peuple palestinien, avec une barbarie qui dévore toute la société?

Christian Chavaux



Manifestation au Nigeria, le 2 août.

Nigeria: manifestations contre la flambée des prix

Depuis début août, des milliers de Nigériens manifestent contre la vie chère. Le mouvement a été appelé sur les réseaux sociaux et, selon Amnesty International, la police a tué treize manifestants et arrêté près de 700 personnes. Le président Bola Tinubu a appelé le 4 août au « dialogue social ».

Lors de son discours d'investiture en mai 2023, Tinubu avait annoncé la suppression des subventions à l'achat de carburant. Le prix de l'essence à la pompe a depuis triplé et la hausse frôle aujourd'hui les 40 % pour les prix des denrées alimentaires. La monnaie locale, le naira, a également beaucoup chuté. Selon un rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, sur une population de plus de 220 millions d'habitants, 161 millions de Nigériens sont en situation d'insécurité alimentaire tandis que 39,4 millions sont sous-alimentés.

Avec la flambée des prix alimentaires, de nombreux Nigériens ne peuvent plus

s'acheter de la viande, des œufs, du lait ou des pommes de terre. Aux cris de « On a faim », les manifestants revendiquent le retour des subventions, la fin de la misère et de la corruption.

L'or noir du Nigeria, qui est le deuxième plus gros producteur de pétrole du continent, est raffiné en Europe puis réimporté. La population est soumise aux intérêts des multinationales britanniques telles que Shell et Petrolin, et à ceux de la bourgeoisie locale. Ancienne colonie du Royaume-Uni jusqu'en 1960, le Nigeria reste encore sous la coupe de l'impérialisme britannique... et sa population en fait les frais.

Camille Mayot



Transport de prisonniers gazaouis.

Lutte ouvrière à votre rencontre

Les caravanes de Lutte ouvrière se poursuivent jusqu'à fin août, allant de ville en ville à la rencontre de la population. La parenthèse des Jeux Olympiques n'empêche pas le gouvernement dit démissionnaire de préparer le budget 2024, qui rognera encore plus sur les services publics pour mieux servir les possédants. Une contre-attaque des travailleurs est nécessaire afin de ne pas toujours subir. Mais pour aboutir à changer l'ordre social, il leur est indispensable de se regrouper dans un parti révolutionnaire. Alors, venez en discuter avec nos camarades.

Aisne, Somme

Jeudi 8 août: Soissons, Villers-Cotterêts
Vendredi 9 août: Chauny, Péronne
Samedi 10 août: Laon

Côte d'Opale

Jeudi 8 août: Dunkerque
Vendredi 9 août: Saint-Omer, Boulogne-sur-Mer
Samedi 10 août: Calais

Dordogne, Limousin, Berry

Lundi 12 août: Périgueux, Bergerac
Mardi 13 août: Périgueux, Brive-la-Gaillarde
Mercredi 14 août: Brive-la-Gaillarde, Limoges
Jeudi 15 août: Limoges

Vendredi 16 août: Buzençais, Châteauroux
Samedi 17 août: Châteauroux

Orne

Lundi 12 août: Caen
Mardi 13 août: Falaise
Mercredi 14 août: Flers
Jeudi 15 août: Caen
Vendredi 16 août: Rives-d'Andaine



Samedi 17 août: Verneuil d'Avre et d'Iton

Poitou, Centre

Lundi 12 août: Poitiers
Mardi 13 août: Poitiers, Bruxerolles
Mercredi 14 août: Châtelleraut
Jeudi 15 août: Amboise
Vendredi 16 août: Vendôme
Samedi 17 août: Blois

Pyrénées

Lundi 12 août: Saint-Jean-de-Luz
Mardi 13 août: Saint-Jean-de-Luz
Mercredi 14 août: Pau
Jeudi 15 août: Tarbes
Vendredi 16 août: Tarbes
Samedi 17 août: Pau